

RÉFORME DE LA VOIE PROFESSIONNELLE : LE MINISTRE TOMBE LE MASQUE !

Lors de son audition à l'assemblée nationale le mardi 2 octobre 2018, le ministre Jean-Michel Blanquer a dévoilé l'objectif de sa réforme de la voie professionnelle : la baisse des moyens. Ces propos sur le lycée professionnel qui « coûte le plus cher et a le plus d'heures de cours » sans être « synonyme de réussite » sont inacceptables. Il réitère sa politique menée lorsqu'il était DGESCO : donner moins à celles et ceux qui en ont le plus besoin. Le ministre reconnaît-il par ses propos l'échec de la généralisation du bac pro en 3 ans ?

Depuis plus d'un an, le ministre communique sur l'excellence de la voie professionnelle et prétend la revaloriser en travaillant sur l'image de cette voie. A une semaine de la présentation des premiers arrêtés au conseil supérieur de l'éducation, il dévoile sa vision négative et sa méconnaissance des lycées professionnels. Lieux de réussites, ceux-ci ont permis et permettent encore à des centaines de milliers de jeunes de sortir de l'école avec une première qualification. En s'attaquant à tous les éléments qui permettent des parcours de réussite en lycée professionnel, le ministre refuse l'exigence sociale de valorisation de la voie professionnelle. Il met en danger à terme l'existence même des lycées professionnels publics.

Si la dépense intérieure annuelle pour un·e lycéen·e professionnel·le est supérieure à celle d'un·e lycéen·e de la voie générale et technologique, elle reste néanmoins inférieure à celle de l'ensemble de la scolarité des élèves jusqu'à l'insertion professionnelle. Les jeunes de la voie professionnelle ne vont pas en classe préparatoire et très majoritairement ne poursuivent pas de longues études. Ils et elles sont en emploi quand les jeunes de la voie générale et technologique sont encore en études.

Pour des raisons pédagogiques et de sécurité, les élèves de lycée professionnel ont plus d'heures de cours par semaine. L'apprentissage d'un ou plusieurs métiers nécessite des enseignements en ateliers ou salles spécifiques avec des groupes à effectifs réduits. Le nier relève d'un mépris envers les élèves mais aussi les professeurs de lycée professionnel.

Au printemps dernier, le ministre déclarait sa prétendue estime envers les professeurs de lycée professionnel. Ses propos du mardi 2 octobre 2018 démentent cette affirmation et les PLP sauront le lui rappeler. Ni les jeunes, ni une reconnaissance du travail des PLP ne font partie de ses préoccupations. Au contraire, la piste d'une refonte du statut est régulièrement évoquée.

Non, les professeurs de lycée professionnel ne sont pas « d'accord » avec sa réforme. Ils rejettent massivement la diminution des heures de cours, la généralisation de pratiques pédagogiques imposées d'en haut et le développement de dispositifs qui n'ont jamais fait preuve de leur efficacité pour une meilleure réussite des jeunes. Au quotidien dans les lycées professionnels, SEP, SEGPA et EREA, les militant·es du SNUEP-FSU qui enseignent et rencontrent toutes les semaines des collègues, entendent le contraire. Les personnels considèrent que cette réforme et ses dispositifs vont encore dégrader leurs conditions de travail et les conditions d'études des élèves.

Après la réussite de la mobilisation du 27 septembre, le SNUEP-FSU appelle les personnels à se réunir dans les établissements pour continuer à échanger sur les dangers de cette réforme et amplifier la mobilisation dans les semaines à venir. Le SNUEP-FSU proposera à l'intersyndicale de la voie professionnelle de poursuivre les actions, notamment en construisant une nouvelle journée d'action nationale pour la défense de l'enseignement professionnel public.